

Rassembler la social-écologie : la gauche dont la France a besoin

La France de 2027 n'est ni celle de 1997 ni celle de 2012, les deux dernières expériences de gauche au pouvoir. Elle n'est même plus celle de 2022. Le chaos climatique percute nos vies, la guerre s'est installée en Europe, les massacres et le génocide embrasent le Moyen-Orient. En France comme ailleurs, la concentration des richesses et la montée des inégalités menacent le pacte républicain et la démocratie. Les classes populaires et moyennes voient leurs conditions d'existence se dégrader, les services publics reculer, les usines fermer, leurs perspectives s'obscurcir. Et pour l'heure, c'est l'internationale réactionnaire qui prospère sur les sentiments de déclassement et d'effondrement.

Face à ces bouleversements, notre paysage politique tarde à se réinventer. Nos formations, encore trop prisonnières des affrontements d'hier et peinant à masquer leur faible ancrage social, ne suscitent plus guère l'enthousiasme, à peine même l'intérêt, de celles et ceux qu'elles veulent défendre.

Pourtant, la recomposition est déjà à l'œuvre.

À droite, elle est même presque achevée. La progression de l'extrême droite, l'affaiblissement du cordon sanitaire et l'effacement d'un centre autonome ont rassemblé le camp de l'ordre établi autour d'un bloc réactionnaire : obsessions identitaires sur l'immigration et l'islam, banalisation du racisme, retour du patriarcat et défense des privilèges. C'est l'alliance funeste du libéralisme et de l'autoritarisme.

À gauche, le paysage est bien plus fragmenté. Les traditions socialiste et social-démocrate ont vu leur récit s'épuiser, faute d'avoir su opposer aux ravages du capitalisme une action à la hauteur. Les idéaux demeurent vivants, mais les partis ont perdu la confiance du pays.

De son côté, la gauche dite radicale a ravivé l'ambition de transformation sociale et éveillé de nouvelles générations à l'action politique. Mais le nationalisme anti-européen, les complaisances envers les dictatures, les indignations sélectives face au racisme, à l'antisémitisme et au sort des peuples opprimés, l'autoritarisme maquillé en insoumission ne peuvent pas constituer un chemin d'avenir.

À droite, le bloc est constitué et son projet ne souffre d'aucune ambiguïté.

À gauche, nous ne pouvons pas en rester là. Un nouveau récit est à écrire, un nouveau projet à construire.

Dans cette perspective, l'écologie politique occupe une place singulière. Grande idée neuve de la seconde moitié du XXe siècle, elle s'est affirmée en France avec la candidature de René Dumont en 1974, puis la création des Verts en 1984. Elle a, au-delà du champ partisan, déjà profondément – même si encore insuffisamment – transformé le regard des sociétés sur les modes de vie, de production et de consommation. Oui, les écologistes ont eu raison avant les autres, souvent contre les autres, presque tous les autres. Et il faut le redire, l'affirmer clairement face à celles et ceux qui, hier encore, ignoraient tout de l'enjeu climatique et osent aujourd'hui s'en prendre aux écologistes, coupables de n'avoir pas réussi là où eux ont tout empêché. La réalité dramatique qui nous percute aujourd'hui confirme la justesse et la solidité des alertes.

Chaque fois que l'exercice des responsabilités le leur a permis, les écologistes, en inscrivant leurs solutions dans la loi ou en les mettant en œuvre dans les exécutifs locaux, ont démontré leur utilité et leur efficacité. Ils et elles le démontrent encore. Mais si l'écologie a gagné de nombreuses batailles culturelles, si ses idées ont irrigué l'ensemble de la gauche, elle ne parvient pas à rassembler, dans les urnes, à la hauteur de l'urgence climatique et démocratique.

Nous devons tirer les conséquences de ce diagnostic. Sans attendre, sauf à signer notre inutilité collective. L'échéance présidentielle de 2027, si elle n'épuise pas notre ambition, nous oblige à construire dès maintenant une alternative de gauche qui place l'écologie au cœur de son projet, une coalition politique et sociale capable de battre la droite et l'extrême droite, puis de gouverner durablement le pays.

Alors, de quelle gauche la France a-t-elle besoin ? **D'une gauche social-écologique, démocratique, européenne et internationaliste : radicale dans son ambition, majoritaire dans sa vocation, responsable dans l'exercice du pouvoir.** Car la transformation écologique ne se fera ni sans un approfondissement solide des pratiques démocratiques, ni sans perspectives européennes, ni surtout contre la société mais avec elle.

C'est bien à une refondation de la gauche que j'appelle. Cette gauche sera nécessairement diverse. Toutes celles et ceux qui s'y reconnaissent doivent pouvoir y trouver leur place sans renoncer à leur histoire, sans renoncer à leurs différences ni aux singularités propres aux traditions social-démocrates ou à celles de l'écologie politique. Les premières placent au cœur de leur projet la justice sociale, la réduction des inégalités et le partage des richesses, mais ont tardé à intégrer les limites planétaires. Les secondes pensent et portent les solutions pour

une société capable de vivre dans ces limites, mais oublie parfois qu'il faut parler à la société telle qu'elle est pour lui donner envie de ce qu'elle pourrait devenir, et n'ont pas su faire de leurs réponses un projet majoritaire.

Ces traditions de pensée ne sont ni réductibles ni étrangères l'une à l'autre. Leur rencontre ne peut pas être une simple juxtaposition de programmes, moins encore un compromis entre appareils. Elle doit produire une véritable hybridation intellectuelle et politique : organiser la justice sociale dans les limites planétaires, transformer notre économie pour préserver les conditions mêmes de la vie, redonner de la sécurité et des perspectives aux classes populaires comme aux classes moyennes, et remettre la coopération européenne et internationale au service de ces objectifs.

J'appelle cette ambition la social-écologie. D'autres parlent d'écologie sociale, de socialisme écologique ou d'éco-socialisme. René Dumont, dès 1977, parlait d'une « écologie socialiste ». Ces expressions sont issues d'histoires et de sensibilités différentes, mais elles désignent une même tâche politique : faire de la justice sociale et de l'impératif écologique les deux dimensions indissociables d'un même projet d'émancipation.

C'est pourquoi je propose aujourd'hui d'ouvrir un chantier politique nouveau : **Rassembler la social-écologie**. Non comme un compromis d'appareils ou un bricolage de façade ; non comme la création précipitée d'un nouveau parti ; non comme une initiative qui se réduirait à un ralliement à une formation ou à une personnalité ; pas davantage comme une énième coalition électorale dont l'unique horizon serait 2027. Mais comme un espace de pensée, d'organisation et d'action répondant au monde tel qu'il est devenu.

Cette initiative assume deux horizons indissociables : prendre dès maintenant toute sa part à la construction d'une alternative capable de gagner et de gouverner en 2027, et bâtir, au-delà de cette échéance, le projet commun dont la gauche a besoin pour répondre aux défis du siècle. Elle n'est ni une affaire réservée aux appareils ni une invitation à quitter les partis existants. Elle s'adresse aux écologistes, à celles et ceux issus de toutes les traditions socialistes qui ont fait le chemin de l'écologie, aux responsables syndicaux et associatifs, aux élu-e-s, aux militantes et aux militants, à toutes celles et ceux qui brûlent de retrouver une perspective politique qui conjugue l'ambition de transformer et l'exigence de gouverner. Il s'agit de dépasser les vieilles frontières partisans, de reconquérir les classes populaires et moyennes qui se sont éloignées de la gauche et de rassembler largement celles et ceux qui veulent répondre à l'urgence écologique, battre

l'extrême droite et redonner à la gauche les moyens de la victoire. C'est un appel à travailler ensemble, au-delà des pré-carrés, pour donner une expression politique à une sensibilité déjà largement présente dans la société mais qui peine à exprimer de manière lisible sa cohérence et sa force.

Je veux enfin adresser un appel particulier à ma famille politique. Les écologistes doivent participer pleinement à cette recomposition et en devenir l'un des piliers les plus solides. Non pour s'y dissoudre ou renoncer à leur singularité, mais précisément pour que l'écologie irrigue le projet, la stratégie et l'action de cette gauche nouvelle. Pour que les transformations écologiques ne soient plus une annexe des programmes, mais le cœur d'un projet de gouvernement. Pour que notre avance, notre expérience et notre vision systémique deviennent enfin une force capable d'entraîner la société.

Rassembler la social-écologie n'est pas un slogan : c'est la condition pour que la gauche redevienne une espérance et une force capable de gagner et de transformer le pays. J'appelle toutes celles et tous ceux qui partagent cette urgence et cette ambition à s'y engager dès maintenant. Cette force est à construire. Construisons-la ensemble.